



### **A chacun de juger la pertinence et l'impertinence du texte**

« Avant de dire que c'est votre maison, il faut d'abord prouver que tu la construis. » Sagesse africaine.

Avertissement: ce discours ne s'adresse pas pas à la diaspora qui construit le pays à partir de l'étranger mais uniquement à ceux-là qui conspirent à sa destruction par des propos de dénigrement systématique.

### **I- LE CITOYEN, UN DÉBITEUR DE L'ÉTAT**

Quelle est la contribution patriotique de chacun d'entre nous à l'émergence du Cameroun en 2035 ? Est-ce que nous attendons que ce soit le Président Paul Biya qui nous conduise à l'émergence pendant que nous gardons les bras croisés ou alors que comptons-nous faire pour l'accompagner ou pour apporter notre contribution ? Telle est la question patriotique que chacun doit se poser.

Disons nous les vérités en nous regardant droit dans les yeux sans hypocrisie. Certains vont me détester mais posons nous les vraies questions en gardant présent à l'esprit que même dans une classe, il y'a toujours les bavards du fond qui empêchent les élèves studieux

d'apprendre leurs leçons. Cela ne nous empêche pas d'avancer. Et eux d'échouer.

J'ai fait un constat triste et alarmant : une multitude de camerounais qui critiquent le Régime actuel travaillent à la perte de notre patrimoine et de notre pays commun, le Cameroun. Ces derniers sont l'une des principales causes des retards et des difficultés que nous rencontrons. Illustrons ceci par la formation scolaire et universitaire de la jeunesse camerounaise (primaire, secondaire et universitaire).

La formation d'un jeune camerounais jusqu'en Licence coûte 40.000.000frs ( Quarante millions) à L'État du Cameroun, celle de l'étudiant de Master universitaire coûte soixante millions (60.000.000) de francs CFA. Quant à la formation jusqu'au niveau Doctorat PhD, elle coûte soixante-et-quinze millions (75.000.000) de francs CFA à l'État du Cameroun. Combien de personnes savent que L'État subventionne la pension universitaire de nos étudiants ? Elle s'élève normalement à la somme sept cent cinquante mille (750.000) francs CFA. L'État prend en charge la somme de sept cent mille francs (700.000) et l'étudiant camerounais ne paye que cinquante mille (50.000) francs CFA par an pour sa formation. Quel est l'apport de chacun de ces étudiants formés pour développer notre pays le Cameroun?

En effet, quand on regarde bien sous ce prisme, on se rend compte que contrairement à une idée fausse qui se répand, chaque camerounais est débiteur de l'État du Cameroun, et non le contraire, pour avoir pris en charge sa formation. Dans cet esprit, tous les citoyens devraient se mettre au travail pour le développement du pays en vue de rembourser leur dette au lieu de passer le temps à dénigrer et critiquer les efforts de développement du pays. C'est ainsi que réfléchissent les jeunes des pays occidentaux. Ils ne demandent pas ce que leur pays a fait pour eux mais ce qu'ils vont faire pour leur pays. C'est le secret du développement des pays occidentaux où chaque jeune se pose la question patriotique de savoir ce qu'il peut apporter à l'essor de son pays. C'est ce que Frantz Fanon traduisait en disant que chaque génération naît, découvre sa mission dans une relative opacité, l'accomplit ou la trahit.

Selon la nouvelle technique de formation de notre jeunesse, dite technique de l'approche par compétence actuellement en vigueur dans tous nos établissements, une approche de formation adoptée par le système éducatif camerounais depuis un moment, un diplômé de Master ayant normalement soutenu son master en présentant un projet mené de bout en bout, est compétent et opérationnel pour créer une entreprise et ne devrait pas se retrouver en train de demander à chercher un emploi. Il doit être capable de créer du travail et des emplois. L'époque de l'État Providence est révolue. L'État fait-tout n'existe plus. L'État employeur universel est dépassé. Le temps où l'État garantissait tout à toute la population, où tout le monde attendait tout de l'État est terminé; ce temps-là, qui relève de la survivance de l'État colonial est terminé. L'État providence employeur a existé tant que nous n'avions pas encore de la ressource humaine compétente pour remplacer les colons. Les premiers qui avaient bénéficié des bourses pour aller se former en France n'étaient pas revenus après leurs formations. Certains avaient même épousé des femmes blanches pour avoir la nationalité étrangère et d'autres s'étaient spécialisés dans le dénigrement de notre pays, semant ainsi une graine qui a germé et qui pousse aujourd'hui dans la diaspora et dans les réseaux sociaux.

Aujourd'hui nous avons formé à profusion une ressource humaine compétente qui rivalise d'adresse dans le vaste marché de l'emploi national et international. Comprenons-nous bien

avant de nous plaindre qu'il y a des diplômés au chômage et tutti quanti. Avant, il était impératif que l'État recrute en masse des employés, car il fallait remplacer les colons après leur départ et la prise en main de la gestion du pays par les nationaux. Ainsi, les grandes écoles (POLYTECHNIQUE, ENAM, EMIA, IRIC, ENSPT...) formaient à cette époque les camerounais qui devaient constituer la ressource humaine locale chargée de reprendre les postes laissés par les colons. Aujourd'hui une grande école, telle que l'École Polytechnique ou encore l'École des Postes et Télécommunications, ne forme pas des gens pour leur donner du travail, mais plutôt pour que ceux-ci créent du travail, des entreprises, des emplois et trouvent des solutions aux problèmes qui minent la société.

Il faut définitivement se rendre à cette évidence: L'État ne peut pas employer tous les diplômés de nos Universités, c'est pour cela que le système éducatif applique l'approche de formation par compétence, visant à doter l'individu d'une compétence et d'une capacité pratique dans un domaine donné. Ainsi le titulaire d'un Master dans un champ précis de la science, maîtrise ce champ et doit mettre en pratique sa compétence en adéquation avec les besoins de la société. Tel est le cas, à titre d'illustration, du créateur de Cardiopad ou encore du jeune camerounais à la tête d'une société de fabrication de drones, Tagus Drones, qui fait l'actualité. Dans ce deuxième cas, il s'agit en fait du produit de son projet de recherche en fabrication de drones soutenu en Master. Il l'implémente désormais sur le terrain et gagne dignement sa vie. En créant des emplois. Les diplômés de Master, y compris ceux évoluant dans les Lettres et la Littérature, combien de livres, de poèmes ou des Nouvelles écrivent-ils afin de transformer leur savoir en gagne-pain ? Sont-ils uniquement occupés à dénigrer leur pays en tant que web-journalistes, influenceurs ou encore blogueurs sur les réseaux sociaux ? Je m'adresse ici particulièrement à ceux que vous connaissez tous sur la toile et qui inonde celle-ci de leurs récriminations intempestives. De toute évidence le marché du dénigrement systématique du pays se nourrit à travers la monétarisation des comptes Facebook et YouTube de ces nouveaux marchands du chaos.

Mais il y a une chose à savoir: le dénigrement tue le génie créateur et la confiance en soi. En dénigrant votre pays, vous vous dégagez de votre responsabilité sur une victime, un bouc émissaire: l'État ou le président de la République. Votre génie ne recherche plus la solution puisque vous attendez la solution d'un tiers, de l'État. Lorsque vous passez votre vie à dénigrer votre pays, vous perdez confiance en vous-même, vous déniez votre inventivité, votre ingéniosité et votre créativité. Quelle est la personne qui passera son temps à dire aux voisins combien la chambre de sa mère (patrie) est sale? Est-ce une manifestation d'amour pour sa mère (patrie)? Elle ferait mieux de se taire à défaut de la nettoyer.

Le rôle de l'État est semblable à celui d'un père ou d'une mère qui élève et éduque ses enfants, le but étant de le nourrir, le soigner, le sécuriser et scolariser les citoyens et la progéniture. L'État ayant fait sa part, le citoyen qui refuse de faire la sienne et préfère critiquer et dénigrer son pays est un danger pour la nation toute entière. Les parents ont payé la scolarité, l'État a formé et a donné des outils à chacun pour créer le travail et des emplois, d'où vient-il que des individus ayant bénéficié de tout ceci se retrouvent en train de se plaindre de ne pas avoir du travail au point de ternir l'image du pays à travers de multiples injures et calomnies sur les réseaux-sociaux ? Ceci est la preuve qu'il s'agit de paresseux qui ne veulent rien créer et trouvent en l'État un bouc-émissaire sur lequel jeter leurs frustrations et leurs échecs. Cette attitude consistant à se lamenter face à la première difficulté et à crier haut et fort

contre l'État est de nature à décourager ceux qui font des efforts.

Nous devons avoir en mémoire en permanence cette vérité intangible que les difficultés sont en réalité des opportunités. Car au lieu de pointer un doigt moqueur sur les trous sur la chaussée ou encore de décrier la présence d'ordures ménagères jonchant les rues, il serait judicieux pour un citoyen utile de trouver comment résoudre ce problème, de trouver la solution au problème et se faisant de vendre sa solution pour gagner de l'argent et ainsi être utile à la société. Par exemple, en transformant les ordures ménagères en engrais chimique ou en énergie électrique. En transformant les pastèques en jus ou en vin de pastèque. Idem pour les mangues et pour les ananas. Il y a un vaste marché à pourvoir et on remarquera que dans nos supermarchés les produits de grande consommation viennent de l'extérieur. Inadmissible. Inacceptable.

Ne soyons pas ces enfants ingrats et indignes qui refusent de construire la maison familiale après avoir été logés, nourris et blanchis par leurs parents et après avoir reçu les outils nécessaires à leur accomplissement à travers la formation que l'État leur a donné. Quittons le nid douillet de l'irresponsabilité et cessons de dénigrer ceux qui ont fait de nous des Hommes et accomplissons-nous afin d'être utiles à notre pays.

## II- LES EXILES, DES PILLEURS D'UN AUTRE GENRE.

Il existe une autre facette des enfants indignes et ingrats de la république. Il s'agit des individus ayant bénéficié de la formation de L'État du Cameroun ?? et qui partent comme produits finis travailler pour un État concurrent qui ne les a pas formés. Ils sont nombreux qui ont obtenus leurs baccalauréats, leurs licences, leurs Maîtrises, leurs Masters ou leurs doctorats ici chez nous au Cameroun et qui sont allés offrir leurs services à la concurrence. Certains osent même nous insulter. C'est le monde à l'envers. Au lieu de raser honteusement les murs, toute honte bue, ils nous insultent. N'est-ce pas Nyamsi et consorts?

Pire, il y a ceux qui ont réussi à un concours administratif et signé un engagement décennal afin de servir l'État qui les a moulé pendant au moins dix (10) ans sans possibilité de démission, mais qui ont floué l'État et ont violé leur engagement.

En effet, ces individus qui sont des milliers, malgré leur engagement décennal envers l'État, ont fui pour s'expatrier en occident après avoir pris, au préalable pour plusieurs d'entre eux, une avance sur solde et même en tant que agent de l'État, un prêt en banque avalisé par l'État!!! De véritables voleurs! Non content d'avoir ainsi commis un crime grave contre le développement de leur pays, ces milliers d'escrocs vont jusqu'à investir les réseaux-sociaux pour dénigrer et insulter leur pays envers qui ils sont débiteurs. Ils y dénoncent le manque d'électricité, de routes, d'hôpitaux avec plateaux techniques, en oubliant qu'ils sont les responsables de cette situation car ils ont freiné la construction de toutes ces infrastructures en pillant les caisses de l'État pour s'enfuir en occident. Bien plus, Ils fustigent les ministres et responsables de l'administration ayant détourné ou volé les fonds publics en oubliant qu'ils sont pareils, que ce sont des collègues de vol et de détournement, sauf que au moins ces ministres voleurs répondent de leurs forfaits et se retrouvent entre les mains de la justice, alors que eux, ils sont libres dans leurs pays d'accueil, tout en ayant puisé dans les caisses de l'État.

Savent-ils seulement qu'ils sont passibles de poursuites judiciaires de la part de l'État du Cameroun qui peut demander leur extradition pour qu'ils viennent répondre de leurs actes et qu'ils remboursent jusqu'au dernier centime ? Leur dette est encore plus grande lorsqu'il s'agit des agents de l'État qui ont bénéficié de la formation professionnelle de l'État pour le service public. Il n'y a qu'à voir le coût de formation d'un enseignant du secondaire, il faut compter au moins quatre-vingt millions (80.000.000) de francs CFA pour former un Enseignant, un PLEG. Un produit fini qui a été ainsi formé dans le but d'éduquer la jeunesse, mais qui s'enfuit avec l'argent de l'État pour aller mettre sa compétence au service de l'étranger. Un véritable poison pour le développement. Malgré cela, le président Paul BIYA, dans toute sa sublime magnanimité, a demandé à tous ceux qui sont allés à la conquête du monde de revenir investir au Cameroun, car ils sont des enfants de la nation et seront toujours les bienvenus chez eux. A condition de changer de mentalité en reconnaissant que leur pays ne leur doit rien, mais qu'au contraire ce sont eux qui doivent tout à leur pays.

Voilà j'ai parlé. Vous pouvez m'attaquer maintenant. Mais je laisse le soin à vos consciences de vous juger. Et remerciez le président Paul Biya.

**Fo'o Dzakeutonpoug**

---